



HAL
open science

Introduction

Lionel Baixas, Lucie Dejouhanet, Pierre-Yves Trouillet

► **To cite this version:**

Lionel Baixas, Lucie Dejouhanet, Pierre-Yves Trouillet. Introduction. Lionel Baixas; Lucie Dejouhanet; Pierre-Yves Trouillet. Conflit et rapports sociaux en Asie du Sud, L'Harmattan, pp.23-32, 2010, Points sur l'Asie, 9782296108363. halshs-00867876

HAL Id: halshs-00867876

<https://shs.hal.science/halshs-00867876>

Submitted on 30 Sep 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

*Lionel Baixas,
Lucie Dejouhanet &
Pierre-Yves Trouillet*

En paraphrasant la maxime, nous pourrions dire que le conflit ne se crée pas, ne disparaît pas mais qu'il se transforme sans cesse. Le conflit est permanent et immanent aux relations humaines individuelles et collectives. Loin d'être biologiquement déterminé ou le résultat d'une propension naturelle de l'être humain à l'agressivité, il est au contraire une forme de comportement apprise, un mode d'interaction sociale institutionnalisé, construit et défini culturellement (Sluka, 1992 : 23-24). Le conflit s'inscrit en outre dans des structures sociales et des conjonctures historiques qui tendent à en définir les formes et l'intensité selon les sociétés et les époques considérées.

Trop souvent, le conflit n'est perçu que comme un dysfonctionnement, une anomalie temporaire qui viendrait perturber l'ordre « normal » des choses. C'est toutefois oublier son caractère essentiellement dynamique. Le conflit peut être latent ou ouvert, violent ou non, il n'en reste pas moins toujours présent, jusque dans la coopération que l'on considère souvent à tort comme son antonyme. S'il existe bien une distinction entre les deux, elle est de degré et non de nature. Le conflit est un processus social qui en raison de sa double nature, structurelle et dynamique, peut aussi bien engendrer des effets positifs que négatifs. Ordre et conflit sont intrinsèquement liés l'un à l'autre, à la fois contradictoires et complémentaires. L'ordre social est le fruit des relations incestueuses entre conflit et coopération, ce qui signifie que le conflit peut également s'avérer un important moteur de changement social.

Le potentiel intégrateur du conflit doit néanmoins ne pas être surestimé. Il varie en fonction des degrés de conflictualité qui s'échelonnent de la simple friction interindividuelle au conflit ouvert et généralisé. La question, ici, est donc autant de déterminer *pourquoi* un conflit apparaît que *comment* il monte en intensité et en généralité. Si l'escalade de certains conflits peut être contenue par le biais de la gouvernance démocratique ou par l'instauration de mécanismes de

gestion participative, d'autres se révèlent insensibles à de tels modes de régulation des tensions sociales. La violence physique joue un rôle primordial dans l'escalade d'un conflit. Et lorsqu'elle éclate, son issue est conditionnée à sa réversibilité. L'escalade s'opère par franchissement de seuils quantitatifs (tenant au nombre de victimes) et qualitatifs (tenant aux types de cibles et de pratiques des agresseurs). Tandis que certains groupes sociaux usent de la violence essentiellement en vue de s'intégrer à un ordre social qui les exclut, d'autres y recourent au contraire afin de produire un nouvel ordre social, en cherchant parfois l'éviction radicale de l'ennemi. En Asie du Sud comme ailleurs, la quête d'une irréversibilité dans la violence est particulièrement manifeste dans les « crimes intimes » (Bougarel, 1996) qui visent à rendre impossible et même impensable la cohabitation entre adversaires à travers l'atteinte brutale et systématique portée à l'intimité, allant du pillage et de la destruction des foyers à la mutilation (Brass, 2005 ; Zins, 2005), en passant par les violences sexuelles et le tatouage punitif (Bhasin & Menon, 1998).

Le conflit violent peut résulter d'une volonté des dominants de préserver leur domination, comme l'illustrent les pratiques répressives de certaines castes dominantes indiennes contre les velléités émancipatrices des basses castes, ou encore celles des États d'Asie du Sud à l'égard de leurs minorités trop revendicatrices. À l'inverse, il peut également constituer un moyen de résistance à la domination, comme le suggèrent le cas des naxalites et des Khalistanis en Inde, celui des maoïstes au Népal, des Tamouls au Sri Lanka ou des Baloutches au Pakistan. Bien souvent, ces mouvements violents de libération nationale évoluent cependant en mouvements d'oppression, imposant un encadrement strict à la communauté dont ils prétendent œuvrer à la « libération » (Gayer et Jaffrelot, 2008).

L'Asie du Sud est en outre une région particulièrement riche et innovante en matière d'action non violente¹, même si la pratique la plus emblématique de ces modes d'action « non » violents, la grève de la faim gandhienne, demanderait sans doute à être réinterprétée comme une violence contre soi (Siméant, 1993), qui l'apparente

¹ Sur la technique gandhienne de la *satyagraha* (« force de la vérité ») et le rôle de l'*ahimsa* (« non-violence »), ainsi que sur la place ambiguë de la violence dans la société indienne, voir D. Vidal, G. Tarabout et E. Meyer (2003) ; J.R. Hinnels et R. King (2007).

moins au *sit-in* ou au *boycott* qu'à l'auto-immolation ou l'attentat-suicide.

Si les effets visibles des conflits violents reçoivent la plus grande attention médiatique et académique, les situations de domination et d'exclusion qui en sont le plus souvent à l'origine et qui sont profondément ancrées dans la réalité sociale la plus quotidienne, tendent en revanche à passer inaperçues (Chatterji & Mehta : 2007). Le maintien de ces formes de domination ne passe pas seulement par la répression mais aussi de manière plus pernicieuse par le biais de la reproduction sociale de systèmes d'inégalités véhiculant nombre de violences symboliques (Bourdieu, 1994). Dans les États-nations modernes, les racines du conflit social et de la violence politique doivent en effet être recherchées dans la stratification sociale et les inégalités qu'elle induit en matière d'accès à la richesse, au statut et au pouvoir (Berreman, 1977). Si la résistance à ces formes de domination ne prend pas nécessairement un caractère violent, la violence – visible ou symbolique – ne doit pas pour autant être considérée comme un phénomène socio-culturel extérieur à la vie quotidienne des personnes qui y recourent et/ou qui la subissent (Nordstrom & Martin, 1992 : 13-14).

Les États postcoloniaux d'Asie du Sud sont nés pour la plupart dans des circonstances extrêmement violentes. Si le processus de colonisation du sous-continent indien entrepris par la Grande-Bretagne correspondit à une phase sans précédent de centralisation politique et d'intégration territoriale qui s'effectua par le haut et par la force, le processus de décolonisation, également imposé par le haut, activa une dynamique de désintégration qui passa par des violences extrêmes ayant pour enjeu le contrôle de l'espace social au niveau local. La Partition, qui scella dans le sang la redéfinition postcoloniale de l'espace en termes territoriaux et nationaux, fut ainsi caractérisée par des violences dirigées certes contre l'Autre, mais parfois plus directement contre les femmes, les enfants, ou encore contre les réfugiés. Ces violences visaient à éradiquer un ennemi défini en termes religieux voire biologiques, étant alors considéré comme une « espèce » nuisible.

Les massacres de la Partition constituent depuis 1947 un horizon de référence et une source d'inspiration en Asie du Sud, comme en témoignent notamment les pogroms anti-sikhs de Delhi (1984) et ceux, anti-musulmans, du Gujarat (2002) (Talbot, 2007). L'héritage de

la Partition se fit également sentir dans les violences massives qui caractérisèrent la sécession du Bangladesh en 1971 ou dans les conflits interétatiques – et bien moins meurtriers² – qui opposèrent l’Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire en 1947-48, 1965 et 1999, le dernier dans un contexte officiellement nucléarisé. Les conflits interétatiques portant sur des enjeux territoriaux, frontaliers ou d’usage des ressources naturelles, sont ainsi nombreux dans la région³. Au sein des États enfin, on dénombre une multiplicité de conflits sociaux, violents ou non, qui touchent au statut socio-économique, au monde du travail, à l’environnement, à l’identité religieuse, au statut des (im)migrants, etc. Notons ici que l’éducation, la politisation et l’ascension sociale d’une partie des populations jusque là délaissées par le « développement », entraînent certaines évolutions notables des rapports de pouvoir, notamment dans les campagnes, démontrant combien le conflit peut être à la fois agent et révélateur de dynamiques sociales.

Les acteurs de ces conflits sont donc multiples. L’État occupe bien sûr une place centrale dans les conflits inter- et intraétatiques, même si l’on assiste depuis plusieurs années à des dynamiques de privatisation du recours à la violence qui tendent à remettre en cause le monopole étatique de la violence physique légitime⁴. Dans le cadre de conflits internes, comme ceux portant sur les ressources naturelles, sur la discrimination positive ou sur des questions économiques, ce sont principalement le gouvernement central, les ministères, les autorités des États fédérés (dans le cas de l’Inde) ou des provinces, qui sont parties prenantes du conflit. Ils ont alors à faire face à des partis politiques, des groupes de pression et d’intérêt, des associations de

² Dans la seule année 2007, l’armée pakistanaise a ainsi perdu plus d’hommes dans son conflit contre les rebelles islamistes du nord-ouest du pays, en 2007, que dans tous ses conflits avec l’Inde.

³ Le répertoire d’action en ce qui concerne les conflits interétatiques vont de la guerre des mots au conflit nucléaire, en passant par des opérations de subversion pilotées par les services secrets, du terrorisme transfrontalier, des guerres par procuration menées à travers des groupes armés non étatiques et des conflits armés conventionnels impliquant les armées régulières.

⁴ En matière de conflit intraétatique violent, il importe de distinguer la terreur d’État, visant généralement à maintenir le *statu quo* (à l’exception peut-être des pogroms orchestrés en Inde par le *Bharatiya Janata Party* [BJP, Parti du peuple indien], dont le but était de produire un nouvel ordre social), de la violence anti-étatique souvent qualifiée de « terrorisme » et visant à produire un changement politique (Sluka, 2000 : 3).

citoyens ou de castes, ou encore à des syndicats de paysans et d'ouvriers. Lorsqu'il s'agit de conflits armés intérieurs, c'est la police, les forces paramilitaires et l'armée qui sont les plus impliquées. Ces dernières sont confrontées à des milices armées de différentes natures : révolutionnaires comme dans le cas des insurgés maoïstes indiens et népalais, indépendantistes comme les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE, Les Tigres de la libération de l'Îlam tamoul), sectaires comme le *Lashkar-e-Jhangvi* (LeJ, l'Armée De Jhang), jihadistes comme le *Lashkar-e-Tayyeba* (LeT, l'Armée des purs), ou de castes comme la *Ranvir Sena* (RS, l'Armée de Ranvir). Dans bien des cas, l'État n'est pourtant pas étranger au phénomène milicien et se trouve tenté de l'instrumentaliser (Gayer & Jaffrelot, 2008).

L'identité des individus acteurs des conflits violents aussi bien que non violents, tend à transcender les barrières d'âge. Et si les jeunes (voire les enfants, comme dans le cas des Tigres tamouls) sont les plus impliqués, on trouve aussi des militants bien plus âgés, au point que certaines milices reproduisent fidèlement la pyramide des âges de la société environnante, à l'instar du mouvement des Talibans pakistanais (Abbas, 2007 : 58). Le recrutement des mouvements militants tend également à transcender les clivages de genre, comme en témoignent la participation active des femmes au mouvement environnementaliste *Chipko* ou les bataillons de femmes des Tigres tamouls et des maoïstes indiens et népalais. Enfin, si la plupart de ces mouvements recrutent essentiellement dans les couches les plus défavorisées de la société, les dominants peuvent parfois y adhérer, au moins ponctuellement, pour servir leurs intérêts de classe ou de caste, comme le montre le ralliement temporaire de certains membres des hautes castes aux naxalites pour éliminer leurs rivaux (Jaoul, 2008).

Signe d'espoir cependant, l'année 2008 a été le témoin d'un tournant historique en faveur de la démocratie dans la région : le Pakistan, la jeune démocratie parlementaire du Bhoutan, le Bangladesh et le Népal devenu républicain, ont organisé des élections législatives. Mais la situation s'est depuis largement dégradée dans la plupart de ces pays et l'Asie du Sud est toujours marquée par le désordre et la violence. Au Pakistan, les élections de février 2008 avaient permis de restaurer un gouvernement civil qui paraissait susceptible d'initier un nouveau processus de démocratisation. Mais la multiplication des attentats terroristes menacent de le déstabiliser, alors que l'armée pakistanaise est engagée dans une campagne militaire sans précédent visant à déloger les Talibans pakistanais et

leurs alliés des régions tribales à la frontière afghane. Au Bangladesh, la violente mutinerie au sein de l'armée en février 2009 souligne la fragilité du gouvernement, tandis que de graves accusations de violations des droits de l'homme émanent de la société civile et que le terrorisme se développe. Au Sri Lanka, si la guerre civile contre les Tigres tamouls semble avoir été durablement remportée, la paix quant à elle demande encore à être gagnée. Au Népal, la chute du gouvernement dirigé par les maoïstes a conduit le processus constitutionnel dans l'impasse et menace de faire resurgir le spectre trop proche de la guerre civile. En Inde enfin, la coalition gouvernementale dirigée par le Congrès, qui a été reconduite à la tête de l'État lors des élections législatives de mai 2009, refuse toujours de reprendre le dialogue avec le Pakistan depuis les attaques de Mumbai du 26 novembre 2008 et s'apprête à lancer une offensive militaire sans précédent sur son territoire contre les naxalites, considérés comme la principale menace pour la sécurité intérieure.

Ces dynamiques plaident pour une approche de la résolution des conflits procédant d'abord par l'identification de leurs origines et de leurs facteurs. Cette identification préalable permet en effet d'agir au mieux sur les tenants et les aboutissants du conflit, afin d'instaurer *in fine* une situation de coopération (Austin, Fischer & Ropers, 2004). L'identification puis la transformation des données d'un conflit peuvent se faire en jouant simultanément sur deux axes d'analyse complémentaires : l'un vertical – les degrés de conflictualité précédemment introduits – et l'autre horizontal – celui des frontières. Le premier axe permet d'établir le niveau de développement du conflit étudié et d'en mesurer l'intensité à travers une analyse de ses formes, de ses acteurs et de ses instruments. Le second met davantage en jeu les concepts d'espace et d'identité.

Les espaces vécus au sein desquels les groupes sociaux évoluent, s'inscrivent en effet dans des représentations socio-identitaires qui peuvent différer en fonction de l'identité des groupes concernés. Les identités sont des construits sociaux qui ne sont pas figés mais qui, bien au contraire, évoluent dans le temps et dans l'espace, ainsi qu'en fonction des relations entretenues avec les autres groupes, tout en restant fortement ancrées dans une histoire, une culture, une langue et/ou une religion souvent territorialisées. Lorsque l'Autre est défini par opposition au groupe d'appartenance, qu'il soit de caste, de classe, ethnique, religieux ou national, cette situation peut dégénérer en conflit. En revanche, lorsque l'Autre est défini comme une partie de

soi ou d'un « monde commun », la coopération et la paix sont alors souvent plus aisées à restaurer ou à instaurer. L'identité a ainsi trait au conflit dans la mesure où elle détermine les relations entre ses protagonistes, les modes d'engagements qui le caractérisent, ainsi que sa possible résolution.

L'articulation entre les deux notions d'espace et d'identité s'effectue à travers celle de frontière, qui, à travers diverses constructions territoriales, opère en tant que déterminant des espaces du conflit et de la coopération. La performativité des frontières est liée à leur double nature, à la fois géographique et symbolique. Dans sa première acception, elle dessine les divisions des territoires politiques des États-nations et des territoires socio-économiques des groupes sociaux au sein des États-nations. Dans sa seconde acception, souvent cumulative avec la première, elle sépare les groupes sociaux en fonction des représentations, des normes culturelles et des idéologies politiques propres à chaque groupe. Création politique et culturelle, construction sociale et idéologique (Barth, 1969), la frontière est le reflet de la société qu'elle circonscrit, de sa dynamique et de sa cohérence interne : une « barrière de distinction » (Picouet & Renard, 2007 : 16). La dualité sémantique de la frontière, « structurée en termes de concurrences (dans une perspective de confrontation frontalière et d'absence d'osmose) et de complémentarités (trouver chez l'autre ce qui fait défaut chez soi, travailler en partenariat, développer la coopération, planifier un développement commun...) » (Renard, 2002 : 66), en fait un facteur à la fois d'ouverture et de fermeture, de coupure et de couture, mais aussi un moyen de valorisation ou de dispute des ressources et de gestion des contraintes.

L'ouverture des frontières – qui peuvent avoir été délimitées par l'un des groupes en conflit, par concertation ou encore par imposition de la part d'un tiers – peut alors favoriser le dépassement d'un conflit compris comme émanant de la non-acception d'une limite spatiale et/ou subjective. La coopération de part et d'autre d'une frontière est en effet possible selon deux modes : soit dans le respect partagé de cette frontière devenant alors « commune », soit dans la « transfrontièrité » faisant de cette limite un espace d'échanges et d'interactions (Wackermann, 2003 : 167-77).

Rassemblant des textes de jeunes chercheurs en sciences sociales et considérant le conflit comme une clé d'analyse heuristique des rapports sociaux, cet ouvrage pluridisciplinaire propose d'explorer la

dimension conflictuelle des rapports sociaux en Asie du Sud, et de mettre en lumière les multiples facettes d'antagonismes contextualisés, de leur négociation, de la construction de la paix et de la coopération. Nous pensons en effet que c'est l'ensemble du champ social qui se révèle à travers l'étude du conflit, dans la mesure où celui-ci induit inévitablement une représentation des relations sociales. Et c'est seulement à travers la connaissance des données empiriques d'un conflit et des représentations sociales qui lui sont associées qu'il peut être possible de le transformer dans le sens de la coopération. Ne se limitant pas aux seuls conflits violents mais s'attachant au contraire à considérer la nature polymorphe des antagonismes qui s'inscrivent dans toute l'étendue des formations sociales, et ce à différentes échelles, nous souhaitons que cet ouvrage permette à la jeune recherche française sur l'Asie du Sud de se positionner dans le champ des études sur le conflit et sur la paix.

Cet ouvrage se découpe en quatre parties, mettant chacune l'accent sur une dimension conflictuelle spécifique des rapports sociaux. Le premier axe de réflexion concerne la dimension politique des rapports sociaux en Asie du Sud à partir d'analyses portant sur l'évolution du conflit indo-pakistanaï, sur le changement social induit par la « guerre du peuple » au Népal et sur le statut des réfugiés birmans à Delhi. Lionel Baixas traite ici du conflit indo-pakistanaï au Cachemire et argumente que les transformations structurelles en cours tant au Pakistan qu'au Cachemire permettent de poser les bases d'un règlement régional du conflit par le biais d'une ouverture des frontières. Celle-ci permettrait de désactiver la complexe interaction entre territoire et identité, identifiée comme étant la racine de ce conflit. Benoît Cailmail aborde pour sa part les dynamiques de changement social induites par la « guerre du peuple » au Népal, à travers une ethnographie du cas particulier du district du Pyuthan. À partir d'une manifestation de demandeurs d'asile qui s'est tenue à New Delhi, Julie Baujard étudie quant à elle la nature de la relation entre le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) de l'ONU et la communauté de réfugiés birmans en Inde, en mettant en avant les clivages que des mobilisations peuvent engendrer au sein de la communauté elle-même.

La seconde partie traite des rapports sociaux dans les questions d'environnement à travers des études sur les conflits d'usage des ressources naturelles. Emmanuel Bon traite des conflits à dimension environnementale comme élément intelligible du dialogue social, en

soulignant les ambiguïtés des définitions légales du droit foncier et environnemental, du mode de gouvernance de l'État indien et du « développement » que celui-ci prône. Il conclut à l'importance du recours à la justice par la société civile dans les conflits avec l'État. Lucie Dejouhanet s'intéresse aux conflits d'usage des forêts kéralaises en reliant leurs causes à l'existence de frontières territoriales et symboliques à la fois rémanentes et contestées, agissant comme facteurs d'exclusion des populations locales dans la gestion des ressources naturelles et comme facteurs de pérennisation des inégalités, les politiques de gestion participative ne parvenant pas à les remettre en question. Jean-Philippe Venot présente l'importance d'une régularisation des usages des ressources en eau du bassin versant de la Krishna en cours de fermeture ; puisque les différents usages sont complémentaires et interdépendants, il est d'autant plus difficile de conserver une réserve environnementale en eau nécessaire à la pérennité des écosystèmes et à la survie de tous les usagers.

Le troisième axe, qui aborde plus spécifiquement la dimension socio-économique des conflits d'Asie du Sud, rassemble des études menées en Andhra Pradesh sur les antagonismes de caste, les rapports de domination dans le monde du travail et les enjeux de la microfinance. Dalal Benbabaali traite des conflits de caste en Andhra côtier et souligne que le recours à la violence constitue pour les castes dominantes un moyen de contrer la volonté d'affirmation des Dalit, la conscience de caste l'emportant ici sur celle de classe puisque il existe également des conflits entre castes dominantes. De son côté, David Picherit démontre, à partir d'une étude de cas portant sur un village du district de Mahabubnagar, que l'alcool peut permettre à un groupe social de prendre position contre la domination d'un autre groupe, rassemblant derrière le discours alcoolisé l'ensemble des oppositions aux frontières sociales, économiques et même spatiales du système des castes. Cyril Fouillet et Britta Augsburg analysent les ressorts du développement de la microfinance et les enjeux de pouvoir que celui-ci génère à partir de la crise économique et sociale qui a éclaté en Andhra Pradesh à partir de la fin de l'année 2005.

Le quatrième et dernier axe porte sur les dimensions religieuses et idéologiques des rapports sociaux, à travers leur mise en scène symbolique et spatiale dans le cadre de fêtes et de processions pèlerines hindoues dans le sud de l'Inde, ainsi que sur l'utilisation du conflit et de la violence dans le processus d'initiation d'un groupe religieux extrémiste du Bengale occidental. Rémy Delage nous livre

une analyse des dynamiques contemporaines des conflits de représentations identitaires et territoriales entre différents groupes processionnels du pèlerinage à Sabarimala (Kerala), en présentant les différents registres de justification des protagonistes et en évoquant les différentes échelles des enjeux de pouvoir concernant la gestion, l'organisation et les pratiques du pèlerinage. Pierre-Yves Trouillet s'intéresse quant à lui aux enjeux socio-rituels contemporains du sacrifice en Inde rurale, en examinant les correspondances sociales et symboliques entre les conflits s'exprimant dans le champ sacré et le conflit social opposant une caste dominante à une caste intouchable dans un village du Tamil Nadu. Enfin, Raphaël Voix analyse le rôle de l'utilisation du conflit intérieur motivé par des brimades ou injustices, dans l'apprentissage et l'élévation spirituelle des disciples d'Ananda Marga, une secte hindoue shivaïte réputée pour sa violence, entre Bénarès et le Bengale occidental.